

### C. Bundesbeschluss über die Sperrung und die Freigabe von Krediten im Voranschlag der Schweizerischen Eidgenossenschaft

#### C. Arrêté fédéral sur le blocage et la libération des crédits dans le budget de la Confédération suisse

##### Abstimmung – Vote

Für Annahme der Dringlichkeitsklausel 28 Stimmen  
Dagegen 5 Stimmen

*Das qualifizierte Mehr ist erreicht  
La majorité qualifiée est acquise*

*An den Nationalrat – Au Conseil national*

96.434

### Parlamentarische Initiative (RK-NR)

#### Nachrichtenlose Vermögen

#### Initiative parlementaire

#### (CAJ-CN)

#### Fortunes tombées en déshérence

##### Dringlichkeitsklausel – Clause d'urgence

Siehe Seite 1045 hiervor – Voir page 1045 ci-devant  
Beschluss des Nationalrates vom 11. Dezember 1996  
Décision du Conseil national du 11 décembre 1996

### Bundesbeschluss betreffend die historische und rechtliche Untersuchung des Schicksals der infolge der nationalsozialistischen Herrschaft in die Schweiz gelangten Vermögenswerte

#### Arrêté fédéral concernant les recherches historiques et juridiques sur le sort des avoirs déposés en Suisse à cause du régime national-socialiste

##### Abstimmung – Vote

Für Annahme der Dringlichkeitsklausel 33 Stimmen  
(Einstimmigkeit)

*Das qualifizierte Mehr ist erreicht  
La majorité qualifiée est acquise*

*An den Nationalrat – Au Conseil national*

96.3000

### Motion Nationalrat (FK-NR) Lockerung der Baupflicht

#### für Schutzräume im Zivilschutz

#### Motion Conseil national (CdF-CN)

#### Allègement de l'obligation de construire des abris pour la protection civile

##### Wortlaut der Motion vom 5. Juni 1996

Der Bundesrat wird beauftragt, den Entwurf für eine Änderung des am 17. Juni 1994 revidierten Schutzbautengesetzes vorzulegen. Die Finanzkommission verlangt, die Bundesbeiträge an die öffentlichen Schutzbauten so auszurichten,

dass ein Schutzgrad von 80 Prozent der ständigen Wohnbevölkerung erreicht wird.

##### Texte de la motion du 5 juin 1996

Le Conseil fédéral est chargé de présenter un projet de modification de la loi sur les abris révisée le 17 juin 1994. La Commission des finances demande que les subventions fédérales pour les abris publics soient allouées de façon à ce que le degré de protection de la population résidente permanente atteigne 80 pour cent.

##### Antrag der Kommission

Ablehnung der Motion

##### Antrag Rochat

Überweisung der Motion

##### Proposition de la commission

Rejeter la motion

##### Proposition Rochat

Transmettre la motion

**Rochat** Eric (L, VD), rapporteur: En l'absence du président de la commission, c'est donc le vice-président qui s'exprime comme rapporteur.

La Commission de la politique de sécurité de notre Conseil a examiné, le mardi 15 octobre 1996, la motion de la Commission des finances que le Conseil national nous a transmise par un vote de 94 voix contre 29. Cette motion demande au Conseil fédéral de présenter un projet de modification de la loi sur les abris de protection civile, loi qui a été révisée le 17 juin 1994. Elle demande plus précisément «que les subventions fédérales pour les abris publics soient allouées de façon à ce que le degré de protection de la population résidente permanente atteigne 80 pour cent».

Pour étayer son refus de cette motion, le Conseil fédéral rappelle que les économies, réalisées grâce aux nouvelles orientations en matière de constructions de protection civile, atteignent plus de 1 milliard de francs, dont 500 millions de francs pour la Confédération et 500 millions de francs pour les cantons et les communes. Les particuliers eux-mêmes économisent environ 45 millions de francs par an en raison de la réduction des exigences. Depuis 1991 par ailleurs, le budget de la protection civile a passé de 219 à 128 millions de francs, et s'est ainsi réduit de deux cinquièmes. Si en 1995 le budget prévoyait encore 62 millions de francs pour la construction d'abris civils, ces dépenses furent diminuées à 44,7 millions de francs cette année, et elles s'abaisseront à moins de 40 millions de francs en 1998, soit moins d'un tiers de ce que nous dépensions encore en 1990/91.

Il est à relever également, et cela a été fait en commission, que le Parlement a confirmé, dès le 1er janvier 1995, le principe «une place protégée pour chaque habitant», et que la réduction proposée à 80 pour cent pour les seuls abris publics transférerait la charge d'atteindre cet objectif sur les communes, les plus petites, d'une part, et les grandes villes, d'autre part, sans compter que les montants réellement concernés par cette motion se sont élevés à 1,7 million de francs pour l'année courante, pour 4500 places protégées publiques.

La Commission des finances du Conseil national avait déjà présenté une motion semblable en 1995, motion qui avait été refusée. Le Conseil fédéral avait pensé aller dans le sens de la commission en soumettant les montants incriminés à une réduction linéaire de 10 pour cent et craint aujourd'hui qu'une telle motion n'ait davantage pour but de discréditer définitivement la protection civile que de réaliser de vraies économies.

Cinq de vos commissaires refuseront la motion, relevant les difficultés dans lesquelles un tel refus mettrait les cantons, soulignant que les communes non encore équipées d'abris publics ne sont pas nécessairement des communes paresseuses, mais qu'on n'y construit pas tous les dix ans un bâtiment important. On se demandera d'ailleurs si cette motion n'interfère pas avec les compétences du Conseil fédéral,

celui-ci ayant déjà la possibilité légale de réduire de 90 à 80 pour cent le taux de protection de la population résidente.

Trois autres commissaires, dont je suis, ont accepté la motion. La protection civile a certes considérablement réduit ses dépenses, mais elle s'est singularisée depuis des dizaines d'années par une multitude d'interventions et de prescriptions inutiles et coûteuses. Ses changements périodiques de politique générale ont profité largement aux collectivités et aux entrepreneurs, mais la protection des civils n'est le plus souvent qu'un prétexte à financer un parking souterrain, un local d'archives ou une salle de ping-pong sous la salle polyvalente de l'endroit.

Ce n'est donc pas parce que certaines communes ont tardé à s'asseoir à table qu'il faut aujourd'hui repasser les plats, et aucune économie n'est à négliger. Nous avons par ailleurs réduit hier les montants pour la construction d'abris de 40 à 36 millions de francs, lors du vote sur les divergences du budget.

Je rappelle en conclusion que votre commission, par 5 voix contre 3, vous recommande de ne pas renvoyer cette motion au Conseil fédéral, mais je vous conseille, à titre personnel, de suivre la position du Conseil national qui, lui, l'a prise en considération à une très forte majorité.

**Seiler Bernhard** (V, SH): Wie Sie gehört haben, unterstützt ich den Antrag der Kommission, und ich bitte Sie, diese Motion abzulehnen. Es ist gesagt worden: Wir haben im Budget tatsächlich auch im Bereich der Baupflicht für Schutzräume Kürzungen vorgenommen. Das allein sollte aber nicht dazu führen, dass wir den Grundsatz im Gesetz, wonach 90 Prozent unserer Bevölkerung einen Schutzplatz haben sollten, ändern. Man kann auf der einen Seite sparen, ohne diesen Grundsatz zu verletzen oder abzuändern. Mit dieser Motion soll nun der Anteil Schutzplätze tatsächlich auf 80 Prozent herabgesetzt werden.

Ich erinnere Sie in diesem Zusammenhang daran, dass wir das revidierte Bundesgesetz über den Zivilschutz erst auf den 1. Januar 1995 in Kraft gesetzt haben. Es ist also noch ein junges Gesetz, und wenn Sie bedenken, wie lang die Wege bis zum Vollzug sind, können Sie annehmen, dass das Gesetz zum Teil noch gar nicht gegriffen hat, bei den Gemeinden also erst jetzt zur Anwendung kommt. Deshalb bitte ich Sie, diese Motion nicht zu überweisen, weil damit eine Gesetzesänderung stattfindet und damit einmal mehr Verunsicherung geschürt wird. Mit dieser Verunsicherung, mit dieser Unsicherheit geht auch ein weiterer Verlust an Glaubwürdigkeit der Behörden in Bern einher, weil die Gemeinden plötzlich wieder neues Recht anzuwenden haben und unsicher sind, was jetzt gilt. Es sind zum Beispiel bereits Kredite für 90 Prozent der Schutzplätze gesprochen, und nun kommt man mit 80 Prozent.

Aus diesem Grunde bitte ich Sie, diese Motion abzulehnen. Es ist mir klar, dass das Schutzplatzangebot je nach Gemeinde oder Region verschieden ist. Es gibt Gemeinden, die heute 100 Prozent Schutzplätze anbieten, es gibt aber auch noch Gemeinden, die erst bei 70 oder 80 Prozent oder sogar noch darunter sind. Deshalb sollten wir meines Erachtens diesen Grundsatz nicht ändern. Als Parlamentarier frage ich mich auch: Braucht es noch einen Zivilschutz, und wenn ja, welchen Zivilschutz? Für welche Aufgaben brauchen wir einen Zivilschutz? Sind Schutzplätze in Zukunft tatsächlich noch notwendig oder nicht? Das ist ein Grundsatz, über den man in der nächsten Zeit einmal entscheiden muss. Kommt man zum Schluss, es brauche die Schutzplätze nicht mehr, dann können wir darauf verzichten. Aber solange wir der Meinung sind, dass möglichst alle Bewohner einen Schutzplatz brauchen – davon geht das Gesetz aus –, sollten wir an diesem Grundsatz nichts ändern. Denn wer teilt die Leute ein, wenn nur noch 80 Prozent der Plätze zur Verfügung stehen anstatt 90 oder 100 Prozent?

Ich bitte Sie deshalb, diese Motion nicht zu überweisen; der Bundesrat wird das auch nicht tun. Damit vermeiden Sie einmal eine weitere Verärgerung bei den gesetzessvollziehenden Organen in den Kantonen und Gemeinden. Wenn Sie die

Motion nicht überweisen, haben Sie im Budget Geld trotzdem gespart, aber den Grundsatz der Schutzplatzquote von 90 Prozent nicht geändert.

Nachdem wir der Sparmassnahme zugestimmt haben, bitte ich Sie deshalb, die Motion nicht zu überweisen.

**Maissen Theo** (C, GR): Ich gehöre ebenfalls zur Kommissionsmehrheit und möchte aus Sicht der Gemeinden noch auf zwei, drei Punkte aufmerksam machen.

Für mich geht es in erster Linie einmal um die Frage der Verlässlichkeit des Bundes, die wir nicht unnötig strapazieren sollten. Wir wissen, dass der Bund in der heutigen finanziellen Situation nicht mehr alle Pflichten so erfüllen kann, wie es vielleicht erwünscht wäre. Aber ich glaube, dass man dort, wo nicht unbedingt eine entsprechende Not besteht, die Verlässlichkeit nicht tangieren sollte.

Die Gesetzesrevision von 1994, die erwähnt worden ist, stützt sich auf ein Leitbild von 1992 ab. Ich finde es grundsätzlich falsch, dass man ad hoc an solchen Konzepten etwas ändert, ohne die Lage wieder gründlich zu überprüfen. Wir müssen sehen, dass sowohl die Kantone als auch die Gemeinden aufgrund dieses Leitbilds und der neuesten Gesetzgebung Planungen für die öffentlichen Schutzräume gemacht haben. Gleichzeitig müssen wir zur Kenntnis nehmen, dass massive Änderungen an den Beträgen, die im Zivilschutz investiert werden sollen, vorgenommen worden sind. Diese sind von 219 Millionen im Jahre 1991 auf 128 Millionen Franken im Jahr 1996 gesunken.

Wenn wir mit zusätzlichen Restriktionen kommen, müssen wir folgendes sehen: Kollege Seiler Bernhard hat dargelegt, dass es in diesem Bereich nicht immer einfach ist, zu erklären, worum es geht. Bei den Leuten, die hier noch guten Willens sind und etwas machen, fördern wir weder im Kanton noch in den Gemeinden die Motivation, bei der Stange zu bleiben.

Wir müssen auch sehen, welche Einsparungen diese Motion des Nationalrates effektiv pro Jahr bewirkt: Es sind 0,5 Millionen Franken. Das ist bedeutend weniger als die lineare Budgetkürzung von 10 Prozent pro Jahr, die ja noch bis 1997 gilt. Der Preis, den wir dafür bezahlen, ist eine Verunsicherung bei den Vollzugsorganen in einer nationalen Aufgabe. Wir haben auch eine ungleiche Behandlung zu erwarten, weil es dann Unterschiede zwischen Gemeinden oder Gebieten gibt, wo diese Sollgrösse bereits erreicht oder eben nicht erreicht worden ist. Wir laufen auch Gefahr, dass wir bei zukünftigen öffentlichen Bauten Synergien nicht mehr nutzen. Es geht um sogenannte akzessorische Bauten. Wenn eine Gemeinde z. B. eine Turnhalle oder Mehrzweckanlage baut, dann baut sie im Fundament die Zivilschutzanlagen praktisch gleich mit. Wenn man das unterbindet, verpasst man diese Chancen des akzessorischen Bauens und muss später dasselbe vielleicht mit Mehrkosten nachholen.

Es würde auch, so meine ich, fast auf eine Strafaktion gegen die kleineren Gemeinden hinauslaufen. Wenn man sich ansieht, in welchen Kantonen die kleineren Gemeinden ihre Pflichten im Zivilschutz aus verständlichen Gründen noch nicht erfüllen konnten, so sind dies die Kantone Waadt, Valais, Freiburg – und auch der Kanton Graubünden. Hier besteht dieser Nachholbedarf.

Ich bitte Sie deshalb, in diese Situation nicht einzugreifen – es geht um Bauten, die noch erstellt werden müssen –, und ersuche Sie, der Motion nicht zuzustimmen.

**Gentil Pierre-Alain** (S, JU): J'aimerais apporter mon soutien à la minorité de la commission, en relevant quelques arguments qui viennent d'être soulevés et qui ne me semblent pas pertinents.

Parler de l'insécurité que créerait la mesure proposée, alors qu'il s'agit de passer d'un taux de 90 à un taux de 80 pour cent, relève de la plaisanterie. A entendre les plaidoyers que viennent de faire nos deux collègues, on a l'impression de parler du démantèlement de la protection civile, ce qui n'est pas le cas. On demande simplement aux Chambres fédérales de tirer certaines conclusions de la situation réelle, d'une part en matière de défense et de sécurité nationale, et d'autre

part – et c'est là-dessus que j'aimerais insister – on souhaiterait aussi que les Chambres fédérales tiennent compte de la situation des communes.

L'obligation faite de fournir 90 pour cent ne lie pas simplement la Confédération; elle lie également les cantons et les communes. Contrairement à ce que vient de dire M. Maissen, on peut estimer que les communes, qui avaient la possibilité de réaliser les infrastructures, ont saisi l'opportunité des subventions de la protection civile et l'ont fait. Celles qui ne l'ont pas fait n'avaient pas les moyens de le faire, et la situation financière actuelle des communes ne va pas leur permettre de le réaliser dans le court terme.

Il est donc parfaitement souhaitable d'abaisser l'obligation de manière légère mais réelle, et de permettre ainsi aux cantons et aux communes de financer d'autres domaines beaucoup plus importants.

Je vous demande donc de transmettre la motion.

**Bisig** Hans (R, SZ): Recht erstaunt habe ich in der Vorschau auf die Wintersession gelesen, dass unsere SiK mit 5 gegen 3 Stimmen beschlossen hat, die Motion des Nationalrates nicht zu überweisen. Die vom Nationalrat vorgeschlagene Massnahme, welche theoretisch Einsparungen beim Bund von 500 000 Franken mit sich brächte, könne zu einer Verunsicherung in der Bevölkerung führen und habe unweigerlich eine Demotivierung der Zivilschutzverantwortlichen zur Folge; das ist als kurze Begründung zu lesen. Jetzt haben wir die gleiche Begründung auch von Kollega Seiler Bernhard gehört. Ich finde das eine ziemlich magere Begründung für den Antrag, eine Motion, welche aus der nationalrätlichen Finanzkommission stammt, nicht zu überweisen.

In der Botschaft zum 1994 revidierten Schutzbautengesetz stellte der Bundesrat fest, dass ein unverändertes Weiterführen der Schutzplatzproduktion im bisherigen Umfang nicht mehr nötig sei, da bereits eine grosse Anzahl von Schutzplätzen gesamtschweizerisch vorhanden sei. Zusätzlich sei der Bedarf an Schutzplätzen pro Wohneinheit aufgrund der geänderten Wohn- und Lebensgewohnheiten insbesondere bei grösseren Wohnbauten gesunken, da immer weniger Leute zusammen einen Haushalt bildeten bzw. pro Person durchschnittlich immer grössere Wohneinheiten beansprucht würden. Bei öffentlichen Schutzräumen gibt er sich sogar mit einem Deckungsgrad von 90 Prozent der ständigen Wohnbevölkerung zufrieden, und dies erst noch mit der Option auf eine mögliche Senkung auf 80 Prozent. Trotzdem lautet Artikel 1 des Schutzbautengesetzes nach wie vor: «In den Gemeinden sind die zum Schutz der Bevölkerung notwendigen Bauten zu erstellen.» Das sind also bedeutend mehr, als der Bundesrat selber vorgibt. Mein Antrag, dass in den Gemeinden die zum Schutz von 90 oder – nach dem Beschluss des Bundesrates – 80 Prozent der ständigen Wohnbevölkerung notwendigen Bauten zu erstellen und zu unterhalten sind, wurde damals äusserst knapp, mit 10 gegen 9 Stimmen, abgelehnt. Ich würde sagen, das war ein Zufallsmehr. Einem Beschluss des Nationalrates im Rahmen der Sanierungsmassnahmen 1994 erging es in unserem Rate auch nicht besser. Dabei kann im Bereich des baulichen Zivilschutzes tatsächlich gespart werden, eben sehr viel gespart werden, und das ohne den Auftrag zu missachten. Dies setzt allerdings eine etwas sachlichere und weniger grundsätzlichere Betrachtungsweise voraus.

Es hat doch nichts mit Verunsicherung und Demotivierung zu tun, wenn nur so viele Schutzplätze gebaut werden wie im Ernstfall tatsächlich auch gebraucht werden. Das gilt auch für Gemeinden, welche aus erklärlichen Gründen noch im Rückstand sind. 80 Prozent sind auch dort 80 Prozent, Herr Kollega Maissen, das gilt auch für Graubünden, auch dort genügen 80 Prozent. Es macht wenig Sinn, wenn in Agglomerationsgemeinden oder Ferienorten, die bereits heute für weit über 100 Prozent der ständigen Wohnbevölkerung Schutzplätze aufweisen, unbeirrt weiter Schutzplätze erstellt werden. Die frei werdenden Mittel könnten viel intelligenter eingesetzt werden, nicht zuletzt zur Verbilligung von Bauten und Wohnungen. Herr Bundesrat Villiger hat erst kürzlich festgestellt, dass bei den Normen und Standards die Reduktion der

Standards langsam Wirkung zeige, dass aber bei den Normen noch ein gewaltiges Einsparpotential vorhanden sei. Die Vorschriften über den baulichen Zivilschutz sind ein nicht unwesentlicher Bereich dieser die Bau- und Unterhaltskosten steigernden Normen. Dem Zweck der Zivilschutzgesetzgebung – Schutz der Bevölkerung vor Auswirkungen von Katastrophen, Notlagen und bewaffneten Konflikten und der Bewältigung von solchen Ereignissen – kann mit einem Schutzgrad von 80 Prozent der ständigen Wohnbevölkerung sicher genügend entsprochen werden, sind doch im Zeitpunkt des Bedarfs infolge Militärdienstpflicht, infolge von Zivilschutzdienstpflicht oder Ortsabwesenheit nie mehr als 80 Prozent der ständigen Bevölkerung zu schützen. Ich beantrage darum ebenfalls, wie Kollega Rochat, die Motion des Nationalrates zur Lockerung der Baupflicht für Schutzräume im Zivilschutz zu überweisen und damit – aus meiner Sicht – die Glaubwürdigkeit des Zivilschutzes zu stärken und mit einer zeitgerechten Zivilschutzphilosophie viel Geld zu sparen, letztlich für die Bewohner.

**Gemperli** Paul (C, SG): Ich habe eigentlich nicht sprechen wollen, aber Herr Bisig hat mich doch etwas herausgefordert. Ich darf vielleicht zuerst eine grundsätzliche Bemerkung anbringen: Ich hoffe nicht, dass es in der Sicherheitspolitischen Kommission üblich wird, dass der Sprecher der Kommission die Motion im Namen der Kommission ablehnt und gleichzeitig persönlich die Annahme beantragt. So können wir in Zukunft nicht vorgehen. Ich mache dabei Herrn Rochat keinen Vorwurf, aber die Kommission hätte sich meines Erachtens anders organisieren müssen. Wenn wir nämlich so vorgehen, stellt sich auch die Frage der Glaubwürdigkeit unseres Referentensystems.

Zur Frage, die zur Diskussion steht: Ich bin durchaus der Ansicht, dass man prüfen und darüber diskutieren kann, ob der Schutzraumdeckungsgrad 90 oder 80 Prozent betragen soll. Das ist für mich kein Tabu. Ich muss aber doch darauf aufmerksam machen, dass wir vor anderthalb Jahren eine Gesetzgebung verabschiedet und darin einen Deckungsgrad von 90 Prozent vorgesehen haben. Das ist aufgrund von Unterlagen, aufgrund von Überlegungen, die wir damals angestellt haben, zustande gekommen.

Nun wird ohne eine entscheidende Begründung auf einmal gesagt, ein Deckungsgrad von 80 Prozent genüge. Es ist denkbar, dass er genügt; aber wenn Sie die Motion überweisen, machen Sie ohne jede Prüfung der Angelegenheit einfach einen Sprung von diesen 90 Prozent, die man vor anderthalb Jahren als richtig erachtet hat, auf die 80 Prozent hinunter. Wir haben uns mit der Sache selber zu wenig auseinandergesetzt. Das ist das, was mich stört.

Man kann nicht dauernd Gesetze machen, darin bestimmte Grundsätze verankern und nach einem Jahr sagen, man habe sich geirrt, man komme jetzt wieder darauf zurück und mache etwas anderes, wobei man das andere anstrebt, ohne es genügend reflektiert zu haben. Wir geben mit der Motion verbindliche gesetzgeberische Aufträge an den Bundesrat weiter, und so geht es nicht!

Dazu kommt die finanzpolitische Seite: Ich glaube nicht, dass mit einem Deckungsgrad von 80 Prozent jetzt noch wesentlich gespart werden kann. Wir haben gesehen, gerade auch beim Budget 1997, dass beim Bund die Leistungen für den baulichen Zivilschutz reduziert werden konnten. Wir haben das Steuerungsinstrument über die Finanzen, die wir im Budget aussetzen. Damit haben wir im Grunde genommen ein Instrument, um diese Zivilschutzbauten im Griff behalten zu können.

Ich glaube, dass wir uns auch noch ein Weiteres überlegen müssen, Herr Bisig: Die Zivilschutzbauten sind ja nicht nur für den militärischen Bedrohungsfall gedacht, sondern auch für zivile Katastrophen. Bei zivilen Katastrophen sind aber eventuell mehr Leute zu Hause als im Fall einer militärischen Bedrohung, wo ein schöner Teil der Bevölkerung Militärdienst leistet. Auch das gilt es zu bedenken.

Es kann aber in einer Gemeinde mit einem hohen Bedrohungsgrad durchaus sinnvoll sein, über 80 Prozent hinauszugehen. In einer anderen Gemeinde, in welcher der Bedro-

hungsgrad bedeutend kleiner ist, ist es unter Umständen sinnvoller, auf 80 Prozent zu bleiben. Auch hier ist eine feste Norm nicht einfach zwingend.  
Aus diesen Gründen bitte ich Sie, die Motion nicht zu überweisen.

**Koller** Arnold, Bundesrat: Ich muss ehrlich sagen, das Votum von Herrn Bisig hat mich doch etwas überrascht. Sie haben wirklich so gesprochen, als ob wir nach dem Fall der Berliner Mauer im Zivilschutz einfach weitergefahren hätten, als ob nichts passiert wäre und als ob es x Gemeinden gäbe, die über einen Schutzgrad von 100 Prozent hinaus Schutzplätze erbauten. Die Gemeinden aber, die keinerlei Subventionen erhalten – weil schon heute ein Schutzgrad von 90 Prozent gilt – und über einen Schutzgrad von 100 Prozent hinaus Schutzbauten erstellen, möchte ich noch sehen! Zudem liegt das in der Verantwortung der Gemeinden und nicht des Bundes. Schon heute erhält eine Gemeinde nur Subventionen – hier handelt es sich allein um diesen Subventionsmechanismus –, bis ein Bedarf von 90 Prozent tatsächlich gedeckt ist. Ich habe es bereits mehrmals gesagt, aber ich muss es heute wiederholen: Es gibt keinen staatlichen Bereich, der so viel zur Sanierung der Bundesfinanzen beigetragen hat wie der Zivilschutz. Wir sind heute gegenüber den Budgets zu Beginn der neunziger Jahre bei minus 40 Prozent. Wir haben auch ganz klare Prioritäten gesetzt und den baulichen Zivilschutz in die letzte Priorität verwiesen. Das hat sich eminent in den Budgets und in den Zahlungen ausgewirkt.

Im Jahre 1991 hatte man es noch mit 120 Millionen Franken zu tun. Jetzt geht es noch um 44 Millionen Franken. Sie haben im Rahmen der Finanzplanung Beschlüsse gefasst, dass für Schutzbauten im Jahr 2000 noch 30 Millionen Franken zur Verfügung stehen, ein Viertel von dem, was wir Anfang der neunziger Jahre für Schutzbauten ausgegeben haben. Jetzt meinen Sie, nachdem wir derart konsequent gespart haben, Sie könnten mit einer halben Million Franken tatsächlich noch ein positives Sparzeichen setzen!

Sie würden kein positives Sparzeichen setzen, sondern Sie würden ein fatales Signal geben, dass es Ihnen mit dem Zivilschutz, und gerade mit diesem reformierten Zivilschutz, nicht mehr ernst ist. Das ist die Frage, um die es jetzt geht, nach all den Sparübungen, die wir hinter uns haben.

Wir haben uns ja auch bereit erklärt, die linearen Kürzungen von 10 Prozent hier ebenfalls anzuwenden. Das ist eine vernünftige Massnahme, weil sie sich gleichmässig auf das ganze Land verteilt. Aber wenn Sie jetzt plötzlich den Schutzgrad von 90 auf 80 Prozent als Voraussetzung zur Gewährung von Bundessubventionen heruntersetzen, dann diskriminieren Sie die kleinen Gemeinden, die heute den nötigen Schutzgrad noch nicht erreicht haben.

Ist das eine gute Politik, wenn wir das Prinzip der Chancengleichheit im Zivilschutz aufgeben? Darum geht es letztlich. Sollen unsere Einwohnerinnen und Einwohner in jenen Gemeinden, vor allem in kleinen Gemeinden, die diesen Schutzgrad von 90 Prozent noch nicht erreicht haben, künftig nun keine Subventionen mehr erhalten, oder eben nur bis 80 Prozent, und damit im Zivilschutz diskriminiert sein? Und das für eine derart minime Einsparung, nachdem wir wie gesagt die Ausgaben von 120 Millionen auf heute 40 Millionen und demnächst auf 30 Millionen Franken heruntergeholt haben.

Wir haben in diesem Bereich wirklich gehandelt. Wir füllen nur noch die letzten Lücken und bemühen uns, die Substanz der Schutzbauten zu erhalten. Es wird keinerlei überflüssige Produktion mehr erstellt. Ich engagiere mich hier, weil ich mich auch gegenüber jenen Leuten in den Kantonen verpflichtet fühle, denen dieser Zivilschutz wirklich noch ein Anliegen ist. Ich weiss nämlich aus Erfahrung, dass nur wieder etwas passieren muss wie «Tschernobyl» – auch Creys-Malville in der Nähe von Genf lässt grüssen! –, und dann ist der Zivilschutz, auch der bauliche, nicht mehr lediglich ein Anliegen der Funktionäre, sondern jeder Bürgerin und jedes Bürgers dieses Landes.

Deshalb möchte ich Sie dringend bitten, diese Motion abzulehnen.

**Bisig** Hans (R, SZ): Eine ganz kurze Erklärung, Herr Bundesrat: Ich muss Ihnen sagen, dass ich sieben Jahre lang Ortschef von zwei Gemeinden war, und das neben dem Militärdienst, den ich gleichzeitig auch noch gemacht habe. Sie können davon ausgehen, dass ich sehr viel Sympathie für den Zivilschutz habe. Gerade das ist der Grund für meine Intervention. Ich bin auch Architekt und muss nach wie vor für private Bauten Schutzplätze errichten, auch dort, wo es keine mehr braucht.

Es geht mir nicht um die öffentlichen Schutzplätze im speziellen, es geht mir um die Philosophie, die falsch ist und nicht mehr mit der heutigen Zeit, mit dem heutigen Bedrohungsbild übereinstimmt. Das macht den Zivilschutz unglaublich. Darum setze ich mich ein. Ich stehe nach wie vor voll hinter der Idee des Zivilschutzes, aber er muss zeitgerecht sein.

**Koller** Arnold, Bundesrat: Vielleicht in aller Nüchternheit: Es mag sein, Herr Bisig, dass es früher Übertreibungen gab, aber angesichts dieser Zahlen – wir sind von 120 Millionen auf 40 Millionen Franken heruntergekommen und werden demnächst auf 30 Millionen Franken reduzieren – kann ich Ihnen garantieren, dass es heute keine Überproduktion an Schutzplätzen mehr gibt. Lohnt es sich hier wirklich, wegen einer derartigen kleinen Ersparnis – nachdem wir von 120 Millionen auf 40 Millionen Franken heruntergekommen sind – in die Chancengleichheit im Zivilschutz einzugreifen? Wir haben hier wirklich den Tatbeweis geliefert, dass es uns mit dem Sparen ernst ist.

*Abstimmung – Vote*

Für Überweisung der Motion  
Dagegen

11 Stimmen  
19 Stimmen

96.3457

## Motion Schüle

### Korruptionsfälle. Gesetzgeberische Konsequenzen

### Cas de corruption. Conséquences législatives

*Wortlaut der Motion vom 1. Oktober 1996*

Der Bundesrat wird eingeladen, die gesetzgeberischen Konsequenzen aus den verschiedenen Korruptionsfällen im Bereiche der öffentlichen Verwaltung zu ziehen und die Bestimmungen des Schweizerischen Strafgesetzbuches entsprechend anzupassen. Dabei ist insbesondere die heutige Regelung von Artikel 288 des Schweizerischen Strafgesetzbuches über die Bestechung in Verbindung mit dem 18. Titel betreffend die strafbaren Handlungen gegen die Amts- und Berufspflicht auf gezielte Verbesserungsmöglichkeiten hin zu überprüfen. Der Bestechungstatbestand sowie die Amts- und Dienstpflichten sind so zu regeln, dass dem Tatbestand der Annahme von Geschenken grundsätzlich eine aktive Bestechung zugrunde liegt.

*Texte de la motion du 1er octobre 1996*

Le Conseil fédéral est chargé de tirer toutes les conséquences législatives des cas de corruption survenus dans l'administration publique, et de trouver une adaptation appropriée des dispositions du Code pénal suisse en la matière. Il examinera quelles possibilités offrirait une révision de l'article 288 du Code pénal suisse relatif à la corruption en relation avec le texte du 18e titre concernant les infractions contre les devoirs de fonction et les devoirs professionnels. L'élément constitutif de l'infraction de corruption, tout comme les devoirs de fonction et les devoirs professionnels, doivent être

**Motion Nationalrat (FK-NR) Lockerung der Baupflicht für Schutzräume im Zivilschutz**

**Motion Conseil national (CdF-CN) Allègement de l'obligation de construire des abris pour la protection civile**

|                     |                                              |
|---------------------|----------------------------------------------|
| In                  | Amtliches Bulletin der Bundesversammlung     |
| Dans                | Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale    |
| In                  | Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale |
| Jahr                | 1996                                         |
| Année               |                                              |
| Anno                |                                              |
| Band                | IV                                           |
| Volume              |                                              |
| Volume              |                                              |
| Session             | Wintersession                                |
| Session             | Session d'hiver                              |
| Sessione            | Sessione invernale                           |
| Rat                 | Ständerat                                    |
| Conseil             | Conseil des Etats                            |
| Consiglio           | Consiglio degli Stati                        |
| Sitzung             | 12                                           |
| Séance              |                                              |
| Seduta              |                                              |
| Geschäftsnummer     | 96.3000                                      |
| Numéro d'objet      |                                              |
| Numero dell'oggetto |                                              |
| Datum               | 11.12.1996 - 08:50                           |
| Date                |                                              |
| Data                |                                              |
| Seite               | 1143-1146                                    |
| Page                |                                              |
| Pagina              |                                              |
| Ref. No             | 20 041 528                                   |

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.